



EUROPEAN WOMEN'S
LOBBY
EUROPEEN DES FEMMES



Journée de réflexion du Lobby européen des femmes Violences envers les femmes et prostitution : quelles politiques publiques ?



Jeudi 1^{er} décembre 2011, Bruxelles

CCLJ - Centre Communautaire Laïc Juif, rue de l'Hôtel des Monnaies 52, 1060 Saint-Gilles

Traduction FR/NL

Avec cette journée, le Lobby européen des femmes (LEF) souhaite contribuer au débat actuel sur la question de la prostitution et des violences faites aux femmes en Belgique, soutenir le travail de réflexion des associations et des politiques, et contribuer à la sensibilisation de l'opinion publique sur le sujet.

Programme

14h – Accueil

14h15 – Introduction

Cécile Gréboval, Secrétaire générale du LEF

Viviane Teitelbaum, Membre du Conseil d'Administration du LEF pour la coordination belge pour le LEF

14h30-18h – Séminaire

14h30-16h - Panel 1 : Analyses sectorielles de la prostitution : travail social, médecine, justice

Modération : Pierrette Pape, Chargée de politiques et Coordinatrice de projets au LEF

Judith Trinquart, médecin, France – Santé, accès aux soins et prostitution (20')

Rhéal Jean, docteur, Québec – Travail social et prostitution : analyse de l'approche de réduction des méfaits appliquée à la prostitution (20')

Michèle Hirsch, avocate, Belgique – Prostitution et justice (20')

Discussion (30')

16h-16h30 - Pause

16h30-18h - Panel 2 : Politiques publiques de la prostitution : exemples de pays voisins

Modération : Viviane Teitelbaum, présidente du CFFB

Anik Raskin, Chargée de Direction du Conseil National des Femmes du Luxembourg – Analyse de la politique luxembourgeoise (15')

Karin Werkman, chercheuse, Pays-Bas – Analyse d'une approche réglementariste : la politique néerlandaise (15')

Gunilla Ekberg, avocate (Barrister & Solicitor, BC, Canada, 2001), Suède – Analyse d'une approche abolitionniste : la politique suédoise (15')

Geneviève Duché, Présidente de l'Amicale du Nid, France – Présentation du rapport d'information sur la prostitution et de la situation française (15')

Discussion (30')

18h-19h – Table-ronde de personnalités politiques

Modération : Myriam Van Varenbergh, avocate, ex-présidente du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes

Avec : Céline Frémault, Présidente du group cdH au Parlement bruxellois

Isabelle Durant, Vice-présidente du Parlement européen

Suivie d'un temps presse pour les journalistes à 19h

19h – Pause dîner/réception

De 19h à 20h15, le foyer du CCLJ vous accueille et vous propose sa carte et ses boissons.

La librairie Entre-Temps de l'asbl Barricade est également présente et vous propose sa sélection d'ouvrages.

20h15 – Ciné-débat

Projection des clips du Monde selon les Femmes 'Stop prostitution' (présentation par Pascale Maquestiau)

Projection du clip du LEF 'Changeons de perspective' (présentation par Pierrette Pape)

Présentation par Marie Vermeiren et Rita van Gool, de l'association Elles tournent, du film 'L'imposture' (*en français (Québec) sous-titré en anglais*)

Intervenantes



Judith Trinquart est diplômée du Doctorat d'État de Médecine Générale de la Faculté de Médecine de Bobigny Paris XIII en 1996, après avoir soutenu sa Thèse de Doctorat sur « La décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins » en 2002. Titulaire d'une Maîtrise de Santé Publique de la Faculté de Médecine de Bicêtre Paris XI obtenue en 1999 pour laquelle son mémoire a porté sur «Le Bus des Femmes : une action de santé communautaire dans le domaine de la prostitution» et d'un Diplôme Universitaire de Criminalistique de la Faculté de Médecine René Descartes Paris V validé en 2007.

En 2010, elle obtient sa Capacité de Pratique Médico-Judiciaires de la Faculté de Médecine de René Descartes Paris V avec un mémoire portant sur « Généralités sur la prise en charge médico-judiciaire de victimes de violences sexuelles dans un contexte de prostitution à partir de deux cas ».

Elle exerce sa profession de médecin légiste à l'Unité Médico-Judiciaire de l'Hôpital de Gonesse dans le département du Val d'Oise. Elle est également médecin coordinateur d'une association de réinsertion et d'hébergement pour les personnes touchées par le VIH dans le même département.

Elle travaille depuis une quinzaine d'années sur la thématique de la prostitution et de son abolition. Après avoir été Secrétaire Générale du MAPP (Mouvement pour l'Abolition de la Prostitution, de la Pornographie et de toutes

formes de violences sexistes et discriminations sexuelles), elle est depuis sa création en 2009 la Secrétaire Générale de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie, une association qui étudie et lutte contre les violences et notamment les violences sexuelles.

<http://memoiretraumatique.org/>



Rhéa Jean a complété récemment un doctorat en philosophie (Université de Sherbrooke, Université Laval, 2011) portant sur la question de la prostitution et de son incompatibilité avec l'autonomie sexuelle des femmes. Elle est présentement chercheure postdoctorale à l'Université du Luxembourg. Elle est également une des membres fondatrices de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), organisme communautaire québécois fondé en 2004 qui aide les femmes ayant un vécu dans la prostitution et qui vise un monde sans prostitution.

<http://www.lacles.org/>



Michèle Hirsch est licenciée en droit à l'Université Libre de Bruxelles en 1978, avocate à l'Ordre français des Avocats de Bruxelles depuis 1978, membre du Barreau Pénal international depuis 2008, et admise à la liste des conseils de la Cour Pénale Internationale depuis 2008. Elle est spécialisée en droit pénal des affaires, droit pénal international (notamment en matière de compétence universelle), droit des victimes, droit pénal européen et droit pénal de l'environnement. Elle a été experte au Conseil de l'Europe en matière de traite des femmes en vue de l'exploitation de la prostitution. Elle est engagée dans la défense des femmes et des enfants victimes de violences sexuelles (Child Focus par exemple), et elle a aussi été avocate des victimes du génocide rwandais.



Anik Raskin est Chargée de Direction du Conseil National des Femmes du Luxembourg. Elle a une Maîtrise en droit privé (1995) de l'Université Pierre Mendès France (Grenoble, France). Elle est membre du Centre pour l'Égalité de traitement, vice-présidente du 'Comité du Travail Féminin' (comité consultatif du Gouvernement), et experte nationale du réseau 'Network of Legal Experts in the field of Gender Equality' (Commission européenne).

Le Conseil National des Femmes du Luxembourg agit auprès du gouvernement, des personnalités politiques et des institutions au niveau national, européen pour la réalisation effective de l'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes et pour la prise en compte des intérêts des femmes par les décideurs.

<http://www.cnfl.lu/site/>



Karin Werkman est une chercheuse hollandaise, qui a une vue critique de la législation de son pays concernant la prostitution. Elle a suivi à la Haye, un baccalauréat en Etudes européennes (conseil et politique) et plus tard elle a obtenu un Master (MSc) en Aide humanitaire en Irlande. Pendant son baccalauréat, elle a étudié 6 mois en Espagne et est restée deux ans à Bruxelles pour travailler pour des organisations lobbyistes. D'abord ce qui touche la responsabilité sociale des entreprises (MVO); ensuite les changements climatiques et l'après-Protocole de Kyoto. Pour son travail de fin d'études, elle a étudié l'impact du changement climatique sur la politique européenne de coopération au développement. Intéressée par la coopération internationale, elle a commencé ensuite son Master. Sa thèse porte sur la prostitution et la traite des femmes. Elle habite à présent à nouveau en Hollande et poursuit ses recherches sur ces questions.

Gunilla S. Ekberg est une avocate suédo-canadienne (Barrister & Solicitor, British Columbia, 2001) et une expert internationale sur les politiques et les instruments des droits humains, de droit constitutionnel, d'égalité femmes-hommes, et de traite des êtres humains. Elle est une conseillère internationale recherchée et est régulièrement invitée comme expert par des institutions internationales et régionales ; son conseil est recherché par les gouvernements et les commissions parlementaires. Mme Ekberg a été conseillère spéciale du gouvernement suédois sur la traite des êtres humains entre 2001 et 2007, où elle a été responsable du développement des mesures politiques et légales pour prévenir et combattre la traite des êtres humains. Elle a aussi coordonné un grand nombre de projets multilatéraux sur la traite des êtres humains. Mme Ekberg a longtemps travaillé sur les violences faites aux femmes au travers d'organisations non-gouvernementales nationales et internationales, et a été une membre active du mouvement féministe lors des 35 années passées. Aujourd'hui, elle est doctorante en droit à l'université de Glasgow, où elle enseigne aussi sur les droits humains, l'égalité et le genre.



Geneviève Duché est professeur retraitée, docteure d'Etat en Sciences économiques, diplômée de sociologie et de psychologie. Elle a effectué des recherches dans les domaines des conditions de travail, des PME, du développement local en Europe et particulièrement en France, en Tunisie et en Pologne. Elle est Ex-Vice-présidente de l'université de Montpellier III, et Ex-Directrice d'UER, ex-directrice du service de formation continue de l'UMIII, ex-coordonnatrice de la formation continue universitaire dans l'académie de Montpellier. Elle est également officier des palmes académiques.

Féministe, elle a cofondé le MLF à Montpellier (1972-1973) et le mouvement Citoyennes Maintenant à Montpellier (1996). Elle a créé la mission pour l'égalité entre les femmes et les hommes de l'université de Montpellier III, et c'est dans ce contexte qu'elle a découvert la prostitution étudiante. Elle a écrit des articles sur l'inégalité entre les femmes et les hommes, le sexisme, l'inégalité au travail, la prostitution. Elle est adhérente à l'Assemblée des femmes, et membre du Conseil d'administration du CIDFF à Montpellier. Elle est présidente de l'Amicale du Nid depuis juin 2011, après avoir été présidente du comité territorial de l'Hérault de l'Amicale du Nid de 2007 à 2011 et vice-présidente de l'Amicale du Nid, de juin 2009 à juin 2011.

L'Amicale du Nid association loi 1901, laïque et indépendante de tout parti politique, créée en 1946, a pour projet de participer à la construction d'une société sans prostitution et d'accompagner les femmes et les hommes prostitués, majeures et mineures, à construire des alternatives à leur situation.

<http://www.amicaledunid.org/>